

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI



HUIT PAGES



LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 3, rue de la Roquette (place de la Bastille), Paris (XI^e)
Lundi, Mercredi et Vendredi, de 5 heures à 7 heures. — Téléphone 918-33

ABONNEMENTS

Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

SOMMAIRE

Epilogue. — P.-M. ANDRÉ.
Libre échange et protection. — HENRI GHESQUIÈRE.
L'inventaire de la richesse française — COMPÈRE-MOREL.
Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.
La Faillite morale de la bourgeoisie. — CH. RAPPOPORT.
Parlementarisme et Socialisme. — C. BONNIER.
L'Unité minière. — P.-M. A.
Nouveaux mondes. — J. LEFEBVRE-PAUL.
Le Répertoire capitaliste. — VICTOR MAGE.
L'Action sociale à l'Intérieur et à l'Extérieur.
La Presse Corporative.
La Presse Socialiste.

Les Bureaux de notre Journal—Revue
LE SOCIALISME sont transférés :

3, Rue de la Roquette - PARIS (XI^e)

Toutes les publications qui nous sont adressées par échange ou pour service doivent être envoyées désormais à cette nouvelle adresse.

Prière de prendre bonne note.

ÉPILOGUE

Les derniers prisonniers — on serait tenté de dire les derniers survivants — du massacre de Villeneuve-Saint-Georges sont libérés. Mesure politique ou mesure de bon sens de la part du gouvernement, peu importe ! Le scandale eût été trop grand de laisser traduire devant l'impitoyable jury de Seine-et-Oise les huit camarades qui n'ont eu d'autre tort que de s'imaginer prendre part à une tragédie révolutionnaire, alors qu'il n'en était rien.

Responsables, ces camarades ne l'étaient que d'avoir pris au sérieux des déclamations tenant plus du cabotinage et de la littérature mélodramatique que la passion révolutionnaire. Il y a à Paris — la province étant à peu près indemne — et dans le Parti socialiste — plutôt en marge de celui-ci — un certain nombre de braves garçons — plus ou moins fils de bonne famille — qui s'amuse à « susciter des énergies », à « fabriquer des révoltés », tout comme les bons étudiants d'autrefois cherchaient à « épater le bourgeois ».

Le romantisme désuet d'avant Juin 1848 a été rajeuni par la découverte du « syndicalisme révolutionnaire ». Tandis que les militants du Socialisme portent au fond des provinces la propagande élémentaire, qui éveille les consciences prolétariennes

mais qui est sans éclat, en même temps qu'elle use les plus robustes tempéraments, les journalistes et les pérorateurs parisiens, dont je parle, préparent la phrase à effet et la lancent comme un pétard dans les jambes du cheval fourbu qu'est, à leurs yeux, le Parti socialiste. Et quand il y a des cris d'effroi, quand la grande presse donne à ce vulgaire fait divers la portée d'un événement historique, le bureau de rédaction de la feuille socialo-anarchiste est en liesse.

Tout cela n'aurait aucune espèce d'importance si des travailleurs, sincèrement épris d'idéal révolutionnaire, ne s'avaient de propager, sous le couvert d'une indiscutable conviction, des théories ridicules et de les mettre en pratique, au péril de leur liberté.

Il serait oiseux de vouloir, en quelque sorte, rouvrir une instruction sur les événements de Villeneuve afin d'établir « les responsabilités ». Aujourd'hui comme hier, ces « responsabilités », nous les laissons au gouvernement et à ses agents provocateurs. Nous persistons à penser que la liberté d'opinion doit demeurer entière ; que même les excitations les plus criminelles ne se peuvent réprimer par des moyens coercitifs. Mais ce n'est pas une raison pour se priver de les combattre avec la même liberté d'expression. Nous sommes donc fondés à soutenir que les sanglants épisodes de Villeneuve furent suscités par l'illusion anarchiste dont étaient, à cette époque, victimes un grand nombre de militants ouvriers de Paris.

Que la Fédération du Bâtiment ait eu l'initiative de la manifestation de Draveil-Vigneux ; qu'elle en ait assumé l'organisation, et par suite la responsabilité matérielle, c'est ce que certains membres du Comité Confédéral ont voulu démontrer pour éviter à la G. G. T. les répercussions morales fâcheuses de l'« expérience révolutionnaire » de Villeneuve. Mais il n'était nullement question de la manifestation en elle-même. Ce n'était pas la première fois qu'une corporation ouvrière décidait une mobilisation partielle en un lieu déterminé et comme preuve de la solidarité ouvrière. Ce qui importait, c'étaient les dispositions sentimentales des manifestants. Ces dispositions sentimentales avaient été créées par le syndicalisme socialo-anarchiste.

Pour les fanatiques de l'Action directe, les manifestations ouvrières pacifiques sont grotesques. Que des milliers de travailleurs passent, en longues théories, dans les faubourgs de Londres, afin d'étaler l'immensité de la misère prolétarienne ; dans les grandes cités de l'Europe, afin d'affirmer la puissance de l'organisation et de la revendication de classe, les guerriers de la Social-anarchie, s'en gaudissent. « Il n'y a, disent-ils, que les moutons pour manifester de pareille façon. Les syndicalistes français doivent donner aux masses moutonnières l'exemple de l'offensive vi-

goureuse et de l'héroïsme individuel. Insulter les prolétaires assez lâches pour subir la livrée militaire ; les assaillir à coups de pierres et de revolver, lorsqu'ils sont obligés d'assurer l'ordre capitaliste, c'est de la bonne propagande antimilitariste. »

Pendant des mois on bat le rappel de tous ceux qui sont décidés à mettre en pratique les méthodes « énergiques et bien françaises ». Et des milliers de volontaires arborent la cocarde de la Social-anarchie. Des faubourgs de Paris, dont les pavés ne se soulèvent plus, des héros surgissent qui vont, à vingt kilomètres de la capitale, tomber dans le guet-apens gouvernemental.

Car l'impétuosité des généraux du syndicalisme révolutionnaire est prodigieuse : ils annoncent eux-mêmes la bataille sociale par des articles et des interviews sensationnels ; ils ont la précaution d'épouvanter la bourgeoisie comme pour exacerber sa férocité naturelle et, quand les Versaillais sont prêts, quand les troupes sont concentrées, quand les fusils sont chargés, quand la catastrophe est imminente, les stratèges... déconseillent le mouvement et déclinent les responsabilités.

S'ils avaient été conscients, ils n'auraient pas soufflé la haine contre le trouper français qui subit le militarisme comme l'ouvrier français subit l'usine. Si le prolétaire est coupable de se résigner à porter la livrée militaire pendant deux ou trois ans, ne l'est-il pas davantage d'accepter, pendant toute son existence, la destinée de machine-à-profits qui lui est faite par le capitalisme. Et s'il fallait insulter l'un que n'insulterait-on l'autre ?..

Ce sont les conceptions fausses qu'une propagande néfaste a porté plus particulièrement dans les milieux ouvriers parisiens, c'est le socialisme enfantin corrompu par la blagologie anarchiste, qui ont offert au gouvernement Clemenceau l'occasion qu'il attendait de... sauver la France par un massacre ouvrier.

Les travailleurs français ont compris que cette première expérience devait être la dernière.

P.-M. ANDRÉ.

LIBRE-ÉCHANGE & PROTECTION

Les prolétaires sont libre-échangistes et protectionnistes tout à la fois ; ils sont protectionnistes, parce qu'ils réclament de l'Etat, du pouvoir politique, des lois de protection du travail contre les exactions du capital. Ils savent que la grève est insuffisante comme moyen de résistance à l'exploitation capitaliste qui se manifeste de plus en plus par l'augmentation de la dime patronale sur les produits du travail, par des exigences croissantes, l'exten-

sion aggravante des pénalités disciplinaires dans les bagnes industriels et commerciaux, sous forme d'amendes, de mises à pied et de renvoi.

Plus le divorce s'accomplit entre le capital et le travail, plus le patronat individuel fait place au patronat collectif, anonyme, et plus les causes de conflits augmentent d'étendue, de durée et d'intensité, au point de rendre la situation de plus en plus grave.

La concentration des capitaux, en facilitant l'emploi des nouvelles machines et des nouveaux procédés de fabrication, révolutionne profondément et sûrement les modes de production et d'échange, et jette la perturbation et les germes de révolution sociale dans le monde du travail.

Actuellement, comme remèdes à un tel malaise social, il n'y a que des réformes telles que la réduction à huit heures de la journée de travail, la fixation d'un minimum de salaire, le contrat collectif du travail, le salaire égal à travail égal, l'assurance sociale contre l'accident de maladie, la vieillesse, l'invalidité et le chômage.

Il est évident que ces réformes ne rétabliraient pas l'ancien état de choses; les industriels, les commerçants, les propriétaires agricoles et ce qui resté d'artisans expropriés par les formes nouvelles et de plus en plus capitalistes de la production, ne retrouveraient plus leur place d'autrefois. Mais les ouvriers seraient au moins protégés dans une certaine mesure contre les méfaits du capitalisme oppresseur et expropriateur. C'est dans ce sens qu'ils sont protectionnistes.

Mais ils sont aussi des libres-échangistes, car de même qu'ils sont contre la marchandise-travail à bon marché, ils sont contre le pain cher, contre la cherté de la vie et par conséquent contre les droits d'octroi et contre les droits de douane, contre les taxes et les surtaxes sur les denrées et les matières premières, qui sont des causes indirectes — pour ne pas dire plus — de l'augmentation croissante du prix de l'existence.

Or, nous sommes dans cette situation, qu'alors que les ouvriers, inconscients de leurs intérêts et de leurs droits au point de négliger l'association syndicale et de toujours voter pour leurs maîtres, ont pourtant fait des grèves nombreuses, coûteuses, parfois formidables, pour n'aboutir, dans certaines professions seulement, qu'à une légère augmentation des salaires, le prix de la vie, depuis 1892 surtout, depuis le régime douanier de M. Méline, s'est augmenté d'au moins un tiers, c'est-à-dire que ce qu'un ménage ouvrier avait pour vivre, il y a quinze ou vingt ans, avec un salaire quotidien de 4 francs, ne peut plus suffire, aujourd'hui, malgré un salaire élevé à cinq ou six francs.

L'ouvrier est donc contre les tarifs de douane et les taxes d'octroi et pour le minimum de salaire basé sur le prix local des denrées et des loyers et sur la réduction de la journée de travail à 8 heures.

Les patrons aussi sont à la fois protectionnistes et libres-échangistes, mais pour des raisons contraires à celles de leurs salariés.

Dès qu'ils sont menacés par les industries rivales étrangères, ils exigent de l'Etat, qui n'a rien à refuser au capital, dont il est le gendarme, des droits de douane, des droits protecteurs. En revanche, ils sont contre toute intervention de l'Etat dans les rapports entre le capital et le travail. Ils entendent conserver la liberté d'exploiter leurs ouvriers avec tous les moyens dont ils disposent. Ils sont les maîtres de leur marchandise-travail et ils réclament dès lors le règlement des rapports entre salariants et salariés, par le simple jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Ils sont, du reste, libres-échangistes ou protectionnistes, suivant qu'ils sont plus ou moins forts sur le marché de la concurrence; il n'y a

que sur le marché du travail où ils sont tous irréductiblement libre-échangistes.

Cesser toute routine, améliorer leur outillage, réserver leurs capitaux à la concurrence, se rendre ainsi plus forts que leurs rivaux étrangers, y pensez-vous?

Il vaut mieux, par des droits de douane, entourer le pays, à ses frontières, de murailles de Chine, au risque de pousser les autres nations aux représailles, aux conflits, au risque de pousser à la guerre.

Augmenter les salaires, réduire les heures de travail, assurer l'ouvrier contre la maladie, l'invalidité, l'accident, la vieillesse, ce qui coopérerait à une prospérité générale efficace, ce serait folie!

Aussi les patrons ne connaissent-ils qu'une chose: les droits de douane ou les primes d'importation ou d'exportation, pour résister à la concurrence étrangère et point de réformes qui auraient pour résultat d'assurer aux travailleurs des conditions de travail et d'existence meilleures mais qui nuiraient à l'exploitation capitaliste, en lui imposant ainsi un cran de sûreté.

En somme, les patrons comme les ouvriers, ceux-là plus que ceux-ci, il faut bien le reconnaître, réclament aide et protection à l'Etat toutes les fois que leurs intérêts sont menacés.

Des tarifs douaniers contre les produits étrangers toutes les fois que ces produits envahissent les marchés français; des gendarmes, des soldats, des juges et des geôliers, toutes les fois que leurs salariés, trop exploités, manifestent leur mécontentement en arrêtant le travail.

L'autre jour, il m'est tombé sous les yeux, les lignes suivantes de M. Paul Cauwès, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Paris, un savant économiste bourgeois, que j'aurais l'occasion de citer quelquefois: « La politique d'affaires substituée aux systèmes est celle que l'on voit de tous côtés, avec le sentiment plus ou moins juste des exigences particulières de l'économie nationale.

Nul doute qu'à l'heure actuelle, la protection, tout en faveur, n'ait fait tache d'huile, s'étendant même à des pays auxquels, à raison de leur constitution économique, un régime moins restrictif paraîtrait convenir mieux: tels que les pays neufs encore en quête de capitaux et d'hommes, à production nécessairement peu diversifiée et dépendant, en conséquence, du mouvement économique extérieur; tels aussi de petits Etats commerçants ou industriels, dont l'économie nationale, malgré leur activité économique intérieure si intense, est en dépendance étroite des pays étrangers. »

Naturellement, un prophète de l'Ecole de Manchester, trouverait encore, en réponse à M. Paul Cauwès, économiste protectionniste, dans cette constatation victorieuse que la protection douanière fait partout tache d'huile, des explications qui justifieraient sa théorie du libre-échange.

Mais si je cite M. Paul Cauwès, ce n'est pas pour prendre position dans la séculaire querelle entre libre-échangistes et protectionnistes, que rien au monde ne pourra réconcilier, étant donné que la seule chose sur laquelle ils sont d'accord, c'est de combattre ensemble le socialisme.

Ce que je retiens de la citation ci-dessus, c'est que, de plus en plus, les nations industrielles vont recourir à la protection douanière et à la politique de conquête coloniale, qui en est la conséquence obligatoire; de plus en plus, ce sera la guerre des tarifs surexcitant les rivalités nationales, engageant les puissances gouvernementales aux ruineuses armées et marines de guerre, et préparant les irréparables et mongoliques boucheries humaines.

A moins que d'ici-là...

H. GHESQUIÈRE.

L'INVENTAIRE de la Richesse Française ⁽¹⁾

Comme il est très intéressant de connaître la façon dont la richesse est répartie en France, nous nous sommes efforcés d'établir la nomenclature des fortunes particulières de notre pays, en nous basant sur la statistique des déclarations de successions à l'enregistrement en 1907.

Pour arriver à ce résultat — et nous nous servons ici de la méthode employée par les adversaires du socialisme, dont je cite textuellement les paroles et les chiffres — il suffit de nous rappeler que la vie humaine est en moyenne de 40 ans au moins et par conséquent, en multipliant par 40 le montant des déclarations de successions en 1907, nous connaissons le nombre et l'importance des fortunes en France, autant que cela peut se faire, et nous obtenons, en procédant de la sorte, la nomenclature suivante:

| 4.652.720 fortunes de | 1 à | 500 francs |
|-----------------------|---------------|-------------|
| 4.276.280 — | 501 à | 1.000 — |
| 4.587.800 — | 1.000 à | 10.000 — |
| 1.918.680 — | 10.000 à | 50.000 — |
| 308.120 — | 50.000 à | 100.000 — |
| 200.721 — | 100.000 à | 250.000 — |
| 68.520 — | 250.000 à | 500.000 — |
| 32.460 — | 500.000 à | 1 million |
| 14.400 — | 1 million à | 2 millions |
| 5.360 — | 2 millions à | 5 millions |
| 1.320 — | 5 millions à | 10 millions |
| 280 — | 10 millions à | 50 millions |

Si nous voulons connaître l'importance à peu près réelle des fortunes citées, et ensuite leur total général, faisons la moyenne de chacune d'entre elles.

Pour prendre la moyenne nous additionnons les deux extrêmes et nous divisons par deux. Ainsi, par exemple, il y a 200.721 fortunes de 100.000 à 250.000 francs; nous additionnons ces deux derniers chiffres et nous disons que la moyenne de chacune des 200.721 fortunes est de 175.000 fr. Et pour savoir le total de la richesse de ces 200.721 fortunes nous les multiplions par 175.000 fr., ce qui fait que nous obtenons 35.126.175.000 fr. pour cette catégorie. Et ainsi de suite.

Grâce à ce travail, nous obtenons les renseignements suivants sur la moyenne de chaque fortune et sur leur montant total.

| Nombre de fortunes | Moyenne en francs | Total |
|--------------------|-------------------|----------------|
| 4.651.720 | 250 | 1.163.130.000 |
| 4.276.280 | 750 | 3.207.210.000 |
| 4.587.800 | 5.000 | 22.935.000.000 |
| 1.918.680 | 30.000 | 57.560.400.000 |
| 308.120 | 75.000 | 23.109.000.000 |
| 200.721 | 175.000 | 35.126.175.000 |
| 68.520 | 375.000 | 25.695.000.000 |
| 32.460 | 750.000 | 24.420.000.000 |
| 14.400 | 1.500.000 | 21.600.000.000 |
| 5.360 | 2.500.000 | 13.400.000.000 |
| 1.320 | 7.500.000 | 9.900.000.000 |
| 280 | 30 millions | 8.400.000.000 |

soit 16.066.761 fortunes de 1 franc à 50 millions pour une somme totale de 246 milliards 515 millions 915 mille francs.

Ceci fait, nous divisons ces fortunes par catégories:

| |
|--|
| 1 ^{re} catégorie: fortunes de 100.000 à 50 millions |
| 2 ^e — — — 10.000 à 100.000 fr. |
| 3 ^e — — — 1.000 à 10.000 fr. |
| 4 ^e — — — 1 à 1.000 fr. |

et nous les qualifions ensuite de la façon suivante:

| |
|--|
| 1 ^{re} catégorie: Classe capitaliste. |
| 2 ^e — — — Classe moyenne. |
| 3 ^e — — — Petits possédants. |
| 4 ^e — — — Très petits possédants. |

Grâce à cette classification nous trouvons pour la classe capitaliste 323.161 fortunes formant une richesse totale de 138 milliards 541 millions 175 mille francs;

Pour la classe moyenne 2.226.800 fortunes

(1) Voir l'article paru dans *Le Socialisme* du 19 décembre dernier sur les *Successions de 1907 en France*.

Au Jour le Jour



formant une richesse totale de 80 milliards 669 millions 400 mille francs;

Pour les *petits possédants* 4.587.000 fortunes formant une richesse totale de 22 milliards 935 mille francs;

Et enfin pour les *très petits possédants* 8.929.000 fortunes formant une richesse totale de 4 milliards 370 millions 340 mille francs.

Nous n'avons plus maintenant qu'à établir le pourcentage et nous arrivons à cette conclusion que la *classe capitaliste*, faite de 323.161 fortunes (soit les deux centièmes du total des fortunes françaises) possède 56% de la richesse;

Que la *classe moyenne*, faite de 2.226.800 fortunes (soit les quatorze centième du total des fortunes françaises) possède 33% de la richesse;

Que les *petits possédants* ayant à leur actif 4.587.800 fortunes (soit les 28 centièmes du total des fortunes françaises) possèdent 9% de la richesse;

Et finalement que les *très petits possédants* disposant de 8.929.000 fortunes (soit les cinquante-six centièmes du chiffre total des fortunes françaises) ne possèdent que 2% de la richesse!

Ainsi, dans la Patrie de la petite propriété, où les petites fortunes sont citées en exemple dans le monde entier, **323.164 fortunes** atteignent le chiffre prodigieux de **138 milliards 542 millions 175 mille francs**, tandis que des **millions et des millions de prolétaires** ruraux et urbains, n'ayant pour toute fortune que leurs souffrances, ne possèdent pas un rouge liard, sont obligés de contracter dettes sur dettes pour vivre à peu près humainement; à moins que brisés par le travail, ne pouvant récupérer les forces perdues dans le labeur quotidien, ils ne soient enlevés par une mort prématurée qui les couche dans la tombe en pleine force de l'âge, après avoir procréé des candidats à la tuberculose, à l'anémie, au rachitisme, etc., à toutes les maladies de la misère enfin!

Maintenant, je confesse humblement qu'entre ces deux pôles opposés; il existe 8.929.000 fortunes procurant à ceux qui les possèdent une quinzaine de francs de rente par an et 5.824.600 fortunes apportant, au taux de 3%, un revenu moyen annuel de 1.700 francs à leurs détenteurs.

Et pour faire plaisir à nos adversaires, nous allons prendre ces derniers capitalistes en considération, y compris les 8.929.000 richards qui ont *quinze francs de rente* à se partager annuellement avec leurs conjoints ou enfants.

Nous trouvons donc d'un côté, à droite du Dieu-Capital : 7.137.761 *propriétaires* d'une fortune totale de 242 milliards 145 millions 515 mille francs, soit les 98 centièmes de la richesse française, et à gauche de la même divinité 8.929.000 *malheureux petits possédants* ayant à leur actif 4 milliards 370 millions 340 mille francs, soit à peine les 2 centièmes de cette même richesse.

Puis, au dessous, bien au dessous — dans le trente-sixième dessous de la pauvreté ouvrière — toute la vile multitude des dépossédés, vivant au jour le jour, ne sachant pas si demain leur assurera le morceau de pain nécessaire à l'existence.

Je demande maintenant aux statisticiens de l'économie politique bourgeoise de nous dire ce qu'ils pensent des chiffres qu'ils nous ont donnés, des déductions que nous en avons tirées et de la conclusion logique qui en découle.

La richesse sociale de notre pays — comme celle de tous les pays soumis aux lois inexorables de la propriété et de la production capitalistes — tend-elle à se répartir en un nombre de plus en plus considérable de mains? Ou bien, comme nous venons de le démontrer, n'a-t-elle pas une tendance contraire, n'est-elle pas de plus en plus absorbée par une minorité d'individus?

La parole est aux Yves Guyot, aux Leroy-Beaulieu et aux Aynard de la défense capitaliste!

COMPÈRE-MOREL.

Imprévoyance.

D'après les informations données par la presse officieuse aussi bien que par les journaux de l'opposition — l'organisation des secours aux victimes du tremblement de terre de la Sicile et de la Calabre, est notoirement insuffisante et défectueuse. Des survivants sont restés plusieurs jours sans nourriture, des blessés sans soins; plusieurs centaines ont péri, qu'on aurait pu sauver en s'y prenant un peu mieux.

Les gouvernements se préparent sans le moindre répit à des conflits armés qui deviennent de moins en moins probables; ils sont tous prêts, archi-prêts, pour envoyer des millions d'hommes à la boucherie dans les vingt-quatre heures; ils consacrent d'énormes sacrifices budgétaires à cette œuvre de mort et de destruction, et les désastres qui surviennent du fait des forces naturelles les trouvent toujours pris au dépourvu, même dans un pays où les secousses volcaniques sont habituelles!

Que penser d'une telle anarchie administrative, image fidèle de l'anarchie économique où se débat la société contemporaine?

La muselière.

Ce que l'Etat demande à ses salariés, M. Cailiaux l'a fait savoir, une fois de plus, dans un des nombreux discours-banquets où la présence d'un ministre est considérée comme indispensable: c'est de travailler... et de se taire. Pas de revendications! c'est contraire, paraît-il, à la bonne marche du service.

Si c'est là la pensée dominante qui préside aux travaux d'élaboration du « Statut des fonctionnaires », il n'y a pas de quoi se réjouir du cadeau.

Il fallait, d'ailleurs, s'y attendre. Pas plus qu'une monarchie, la République bourgeoise ne saurait s'accommoder de certains droits reconnus à certaines catégories de citoyens.

Jeux de princes.

On chahute à la Comédie-Française; on rechahute au Quartier Latin.

Les journaux « amis de l'ordre » enregistrent ces désordres commis par la jeunesse intellectualisante, cléricalisante et autres noms en *ante* — mais par dessus tout bourgeoise et bourgeoisante — comme on cite les fredaines de maint échappé de la cuisine de Jupiter. Seulement, ils ne demandent pas la mise à mort des coupables, comme ils ont l'habitude de la faire quand il s'agit de travailleurs poussés à bout par les provocations policières et patronales. On ne donne même pas leurs noms, alors qu'on ne manque pas de le faire à l'égard de nos camarades.

Mais que dites-vous de ces petits messieurs aux prétentions civilisées, distinguées et recherchées, qui font preuve d'une mentalité sensiblement pareille à celle des citoyens de la république d'Haiti?

Larmes de crocodiles.

Plusieurs députés bourgeois se proposent de réclamer l'amnistie pour les citoyens poursuivis ou condamnés à l'occasion des événements de Draveil et de Villeneuve.

C'est vraiment très gentil de leur part...

Il faut vivre dans le plus capitaliste des régimes pour voir *amnistier* des gens dont le seul crime est d'avoir échappé aux balles des pandores et aux sabres des dragons, pour entendre dire qu'on veut bien ne pas punir... les victimes d'un assassinat!

Nous savons, il est vrai, que tout salarié qui tente de résister à la surexcitation patronale est considéré comme coupable *a priori*. Mais pour nous qui jugeons les choses tout autrement, c'est le Parlement tout entier — à l'exception des 63 qui refusèrent d'approuver le massacre — qui devrait solliciter l'amnistie pour lui-même.

On tue!

La veille du jour où les quatre condamnés de Béthune devaient être exécutés, on a pu

des journaux parisiens publier — en première page, s'il vous plaît! — des représentations géantes de l'instrument du supplice, imprimer des manchettes énormes pour annoncer joyeusement au public que des têtes allaient tomber. La « Veuve » de la place de la Roquette éclipsait en réclame celle de l'impasse Ronsin.

Beau témoignage de satisfaction!

On ne fait pas tant de tapage ni de battage autour d'un médecin qui sauve un malade, d'un pompier qui arrache des victimes à l'incendie. La bourgeoisie s'intéresse davantage au renforcement des moyens de répression qu'à la sauvegarde de la vie humaine. Plus elle sentira son privilège menacé, plus elle deviendra féroce et sanguinaire.

Charité bien ordonnée.

Nous avons signalé en son temps la promptitude avec laquelle l'administration allemande avait alloué des subsides aux victimes de la catastrophe minière de Hamm.

Mais, il y a un *mais*. Au lieu de verser l'argent aux familles intéressées, on prétend le placer et leur en servir la rente, estimant, sans doute, que ces travailleurs peu accoutumés à manipuler des fonds ne sauraient faire bon usage d'un tel capital.

Comme ça, on pourra l'employer « utilement » à mainte entreprise industrielle ou financière, pour le plus grand profit des gens d'affaires et intermédiaires de tout poil. Et c'est ainsi que l'accomplissement d'un devoir de solidarité aura servi de prétexte à je ne sais quelles spéculations plus fructueuses les unes que les autres.

Attendons-nous à des nouvelles analogues en ce qui concerne la distribution des secours aux victimes du cataclysme italien. Il y a déjà des précédents. Pratiquée « intelligemment », la philanthropie est une des vertus qui rapportent le plus à ceux qui s'y livrent.

Le droit de propriété.

On sait quelles rigoureuses dispositions légales protègent dans notre pays la propriété capitaliste.

Combien moins favorisée se trouve celle qui provient du travail de son titulaire!

Pour ne parler que des brevets d'invention, le Conseil des ministres vient d'arrêter un projet de texte stipulant que tout breveté n'ayant pas exploité sa découverte en France ou aux colonies dans un délai de trois ans, ou l'exploitant à l'étranger, ou bien demeurant trois années sans l'exploiter, sera « déchu de tous ses droits ».

On ne saurait livrer plus imprudemment aux appétits capitalistes le fruit du travail d'hommes laborieux et persévérants, mais pauvres pour la plupart, et réduits le plus souvent à céder leur invention pour un morceau de pain. Comment peuvent-ils l'exploiter, s'ils n'ont pas de capitaux?

Admettons cependant que nos dirigeants se soient inspirés de « l'intérêt public » ou de « l'intérêt national ». En ce cas, leur devoir serait de traiter de même les capitaux français qu'on immobilise ou qu'on fait émigrer. Oui, mais...

Prix Montyon.

En récompense de ses « nombreuses œuvres charitables », l'archimillionnaire Carnegie a reçu le portrait et une lettre autographe du roi d'Angleterre.

Par cher, hein! le cadeau du souverain britannique?

On sait, d'ailleurs, ce qu'il faut entendre par *œuvres charitables*... quand elles sont le fait des plus féroces exploités du travail salarié. Et maint acolyte du Carnegie déjà nommé, apprenant la nouvelle, a dû s'écrier avec un soupir de tristesse et des larmes de crocodile:

« Si je pouvais seulement rétribuer mes ouvriers de la même façon! »

Paul GRADOS.

La Faillite morale de la Bourgeoisie

La bourgeoisie, par sa majorité parlementaire, a rétabli la peine de mort. Elle s'est réconciliée avec la guillotine. Elle a chargé M. Deibler, d'exécuter en même temps que la famille Pollet, son glorieux passé. Victor Hugo et les « vieilles barbes » de Quarante-Huit sont mis au rancart. C'est une date qui compte dans l'histoire d'une classe ! C'est la fin d'une tradition et d'une mentalité. C'est aussi le commencement d'une nouvelle période, celle du bourreau, fonctionnaire social reconnu et rétabli dans ses droits par le misérable régime capitaliste que nous subissons jusqu'à nouvel ordre.

Les partis de l'ancien régime du trône et de l'autel ont au moins le mérite de la logique. Les très nobles et très chrétiens oiseaux de proie ont toujours reconnu la nécessité « sociale » du bourreau. Une société féodale sans bourreau, ni exécutions capitales, sans inquisition, autodafés et instruments de torture est aussi inimaginable qu'une société bourgeoise sans notaires, huissiers et cocottes. De Bonald, Joseph de Maistre et, tout récemment, Nietzsche, le philosophe des hobereaux allemands et polonais, ont précédé M. Georges Sorel dans les *Réflexions sur la violence*, prêchant le culte de la cruauté qui, dans la pratique, aboutit tout naturellement à la glorification de la bête humaine et du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quant aux masses populaires, inconscientes et cahotiques, nous les mettons hors de cause. Et cela, non par flagorneurie démagogique qui nous répugne, mais pour des raisons autrement sérieuses. Le peuple, surtout le peuple paysan, dispersé dans les hameaux et les bourgs, où le gendarme, faisant la chasse au gibier du crime, n'est qu'un rare hôte de passage, vit sous la terreur du crime, sous la menace perpétuelle des agressions. Lui, qui se nourrit de son travail, a, au surplus, l'horreur du criminel, dont il connaît le plus souvent l'origine et les vices. Le criminel, pour lui, c'est un « fainéant », un mauvais sujet, une sinistre brute. Son sentiment de la justice primitive, lui crie : « Qui a tué doit être tué ! » L'abolitionnisme est considéré par lui comme *immoral*. Et c'est par sentiment de justice — justice élémentaire et à sa portée — que le peuple travailleur est, dans sa majorité, anti-abolitionniste. Il se révolte à la seule pensée que celui qui a détruit la vie des autres, soit mis à la charge — pour toute sa vie — de ceux à la vie desquels il attentait. Nourrir, entretenir un assassin, lui paraît absurde et, répétons-le, *injuste*. Que les moralistes, à tant la ligne, se le disent. Il n'y a pas de morale. Il y a des morales. Le peuple a une morale à lui.

Le peuple n'est pas déterministe. Il n'a pas lu Quételet, le fondateur de la statistique, comme science. Il ignore la théorie du « budget du crime » qui s'impose à notre société, basée sur la propriété capitaliste, comme les saisons s'imposent dans l'ordre naturel. Il n'a pas eu le temps de lire dans la *Physique sociale* (t. II, p. 428) du Quételet déjà cité, et qui n'était pas socialiste, ce passage classique :

« C'est la société qui prépare le crime et le coupable n'est que l'instrument qui l'exécute. »

ou :

« Il suffirait, sans doute, de modifier les causes qui régissent notre système social, pour modifier aussi les résultats déplorables que nous lisons annuellement dans les annales des crimes et des suicides. »

Le peuple, courbé sur son travail, n'a pas étudié non plus les criminalistes modernes qui démontrent, avec des données statistiques incontestables et incontestées, que toute hausse du prix du pain est accompagnée, comme de son ombre, d'une augmentation de criminalité (à toi, doux Méline !).

Voilà pourquoi le peuple, applaudissant à l'exécution des assassins, ne mérite pas les calomnies dont l'accablent ses corrupteurs de la presse bourgeoise qui, elle, n'a pour son ignorance, souvent volontaire, aucune excuse. Le seul crime du peuple, c'est de ne pas connaître ses véritables assassins...

Mais les législateurs de la bourgeoisie ? Ils sont positivistes et libres-penseurs. Ils ont lu Auguste Comte et entendu parler de Quételet et de la criminalologie. Ils ont éliminé Dieu de la vie publique (tout en le conservant pour l'usage privé et électoral). Ils se targuent d'être déterministes, sachant lier les effets aux causes. Ils sont payés par le peuple pour savoir et pour l'éclairer. En faisant appel au bourreau, ils ont commis une lâcheté, trahi, abdiqué moralement et intellectuellement. En tuant le criminel-victime, ils ont tué leur propre conscience. Ils ont fait faillite. Ils ont livré le meilleur d'eux-mêmes à M. de Paris. *De Profundis !*

Il ne suffit pas de constater les faits. Il faut les comprendre. Le régime capitaliste, en persistant, nous menace d'une nouvelle barbarie. La lutte pour la vie, pour les jouissances de plus en plus faciles et variées pour les possédants, devient de plus en plus âpre et intense. Des considérations sentimentales, religieuses ou morales ne trouvent plus d'écho. Elles sont éliminées du marché des valeurs capitalistes. L'intérêt et la peur, la soif des jouissances de toute sorte dominant tout. On applaudit au massacre en masse des Marocains, au massacre du peuple russe. Car ce sont des massacres qui rapportent des rentes. On abrège d'une moitié la vie de la classe ouvrière dans les bagnes industriels pour pouvoir entretenir des maîtresses, *hommes ou femmes*. Et l'on refuse les retraites aux ouvriers de soixante-dix ans ! Le *Temps* n'a-t-il pas demandé, il y a quelques jours, que l'on remplace les réformes sociales par l'achat de nouveaux canons ? Et le *Temps* sera obéi !

Que faire contre cette nouvelle barbarie capitaliste ? Retournons à Proudhon, répond le camarade Rouanet dans l'*Humanité*. C'est le retour à la morale bourgeoise, verbale et hypocrite, qui a fait faillite avec son éternel : « Tu ne tueras pas ! » La route de cette morale est couverte de cadavres. C'est la morale qui vient d'expirer sous le couteau de Deibler.

Notre réponse, à nous, sera autre. Nous ne tenons pas à moraliser le bourgeois, ni à moraliser en bourgeois. Occupons-nous de *notre classe*, de la classe ouvrière, que l'on assassine en gros et en détail. Montrons-lui les vraies causes des crimes et les véritables criminels. C'est la propagande incessante sur les bases du *déterminisme économique*. C'est l'organisation de classe qui, mettra fin à l'aveuglement sentimental et à l'ignorance forcée des masses se trompant de bourreau et ignorant le véritable assassin.

C'est Karl Marx qui tuera Deibler et fera remiser la guillotine. C'est le prolétariat, condamnant à mort et exécutant lui-même la barbarie capitaliste, qui sauvera l'honneur de la France, laquelle a remis en usage, à l'aurore du xx^e siècle, la hideuse machine à couper les têtes humaines.

Ch. RAPPOPORT.

Parlementarisme et Socialisme

Les antiparlementaires sur le continent soutiennent une thèse relativement juste avec les arguments les plus faux. S'ils se contentaient de dire que, la plupart du temps, les députés socialistes, en France et ailleurs, ne savent pas tirer parti de leur situation à la Chambre, ils ne feraient que dire un *truisme*, c'est-à-dire quelque chose de trop vrai. Au lieu de cela, ils proclament que l'on ne peut rien faire pour la cause ouvrière dans le Parlement, et en cela ils ont tort : l'exemple du parti ouvrier anglais au Parlement est là pour le prouver.

Sans doute, il faut reconnaître que le prolétariat anglais est habitué aux ressources et au mécanisme du Parlement ; il sait se servir de cet instrument qu'il connaît trop pour le respecter, tandis que, généralement, les députés socialistes, ou bien sont frappés de vénération devant ces formules vides, ou bien ne veulent plus rien savoir de la légalité, lorsqu'ils ont eu à souffrir de sa lenteur.

L'organe du Parti ouvrier anglais disait dernièrement qu'aucun parti socialiste du monde entier n'avait su obtenir tant de réformes en si peu de temps que ne l'avait fait le groupe socialiste du Parlement anglais. Et pourquoi ? Justement parce qu'il était resté indépendant entre les deux partis au pouvoir. Que l'on compte seulement les trois grandes mesures : la cassation de la décision du Taf-Vale, celle sur les pensions ouvrières, la journée de huit heures. Ces lois, si incomplètes qu'elles soient, n'auraient jamais vu le jour si le Parti ouvrier avait suivi l'ancienne tactique et s'était laissé traîner à la remorque du parti libéral. Ce dernier a voulu le rattacher à lui, et c'est pour cela que l'on a voté les trois lois ouvrières. Quand donc les nôtres, à la Chambre, comprendront-ils que c'est en soutenant le parti en opposition, *quel qu'il soit*, que l'on obtient quelque chose du parti au pouvoir.

La grande question économique, qui est à l'ordre du jour en Angleterre, celle du Libre-Échange et du Protectionnisme, (ce dernier déguisé sous le nom de réforme du tarif) ; cette lutte quasi séculaire, disons-nous, a trouvé le parti ouvrier prêt avec sa solution. C'est encore là un point important que les partis du continent devraient noter : Chaque question à la Chambre devrait produire une solution socialiste. Il ne s'agit pas, lorsqu'on demande aux orateurs du parti quelles sont leurs théories, de réclamer un délai de plusieurs mois pour répondre. Jadis, dans la législature de 1893, le parti socialiste avait pris l'offensive et présentait ses propres projets de loi ; aujourd'hui, il se contente de faire des objections aux lois qu'on lui propose.

Le Parti ouvrier anglais suit une autre tactique : il est intervenu partout et toujours pour des questions de tempérance, d'éducation. En toute occasion, il a donné son opinion et sa solution, et le résultat a été que les partis bourgeois ont dû, en certaines circonstances, baisser pavillon devant lui et, en tous cas, le reconnaître comme une puissance belligérante.

On pourrait croire au premier abord que la question du Libre-Échange et du Protectionnisme dût être indifférente au prolétariat. Le Parti ouvrier anglais en a jugé autrement et aujourd'hui tous les journaux s'occupent de son opinion à ce sujet. Ramsay Macdonald va proposer à la conférence de Portsmouth une réforme complète du système des impôts.

Après avoir critiqué le nouveau système de M. Chamberlain qui aboutirait à une augmentation des impôts, il demande que dans le prochain budget on introduise un impôt addition-

nel sur les grands revenus, une taxation spéciale sur les grands monopoles, des droits supérieurs sur les successions et sur les augmentations de propriété, et enfin il insiste pour que l'on commence à imposer les propriétés foncières.

Le trait caractéristique de ces réclamations, c'est que le Parti ouvrier indépendant se place entre les deux théories du Libre-Échange et du Protectionnisme, et leur demande : « Que pouvez-vous donner au Proletariat ? » La résolution que présentera le leader du Parti est significative : « Ce n'est pas la politique du Libre-Échange qui cause le chômage, et celui-ci ne sera pas amélioré par aucun changement dans notre système économique (ceci pour les néo-protectionnistes) ; le chômage est un signe permanent de l'organisation industrielle moderne. »

Le problème est ainsi posé, et c'est le grand mérite du Parti ouvrier anglais de savoir se servir, mieux qu'aucun autre parti, des rivalités qui existent dans le camp ennemi.

C'est la méthode de Parnell, et c'est la seule que puisse adopter un parti comme le nôtre au Parlement ; elle seule justifie l'existence d'un groupe socialiste à la Chambre, qui, sans elle, ne peut-être qu'inutile, sinon nuisible.

C. BONNIER.

L'UNITÉ MINIÈRE

Avec la scandaleuse complicité de certains fonctionnaires dirigeants de la C. G. T., quelques syndicats de mineurs — syndicats plus ou moins squelettes — étaient restés en dehors de la Fédération nationale (adhérente à la C.G.T.).

Mais le grand mouvement d'unification des forces ouvrières qui, commencé par les socialistes, finira par emporter les syndicalistes les plus réfractaires, se poursuit et tant dans la Loire et la Haute-Saône que dans le Pas-de-Calais l'unité minière est en voie de complet achèvement.

Dans la Loire, le syndicat des mineurs adhérent à la Fédération nationale et le syndicat dissident se sont réunis le 10 janvier à la Bourse du travail de Saint-Etienne et, à l'unanimité, malgré l'opposition du compagnon Pélissier, leurs membres ont prononcé la fusion.

Dans le Pas-de-Calais, la Fédération syndicale (plus connue sous la désignation de syndicat Broutchoux) est en pleine dislocation. Tandis que son fort ténor Broutchoux s'oppose à l'unification, son secrétaire, le citoyen Dumoulin, reconnaît, à son tour, que les ranunces individuelles, plus ou moins justifiées, ne sauraient faire obstacle à la cohésion nécessaire des forces ouvrières. Les déchirements les plus graves éprouvent la Fédération syndicale dont les uns suivent Broutchoux et les autres Dumoulin, et un conflit personnel aigu a éclaté entre les deux hommes.

Nous n'aurions garde de nous mêler à ce conflit — pas plus qu'à tout autre d'ordre personnel — s'il ne devait avoir des conséquences au point de vue de l'organisation syndicale elle-même et, à ce point de vue, nous croyons intéressant d'en signaler sommairement les péripéties. Ici, comme ailleurs, nous ne nous occuperons des hommes que pour ce qu'ils représentent de forces et de tendances ouvrières.

Le citoyen Dumoulin a été un des instigateurs de la rupture qui s'est produite, à la suite des grèves des mineurs du Pas-de-Calais de 1906, entre le Vieux-Syndicat et la Fédération nationale d'une part, et les mineurs socialistes-révolutionnaires qui, de l'autre et d'accord avec ceux de Montceau, fondèrent la Fédération syndicale des mineurs. Lorsque, récemment, l'adhésion de la Fédération nationale des mineurs à la C. G. T. fut en discussion, nous eûmes le regret de voir Dumoulin s'associer à Broutchoux pour s'opposer à cette adhésion. C'est dire que Dumoulin fut un de ceux qui eurent toute la confiance du Comité confédéral, en même temps qu'il jouissait de celle des

mineurs dissidents du Pas-de-Calais. Sa rupture avec Broutchoux n'a donc que plus de signification. Elle nous permet de faire constater, une fois encore, aux braves camarades qui se laissent abuser par les sophismes anarchistes que, derrière la façade de l'austérité anarcho-sindicaliste, se cache... ce que nous allons voir.

Voici, en effet, ce qu'écrit Dumoulin sur son ex-copain Broutchoux :

« Il me faut ici préciser certains faits qui, par leur éloquence, feront comprendre aux camarades pourquoi je ne fus plus, à partir du 3 mai 1908, l'ami de Broutchoux.

« A son retour de la prison de Douai, au mois de mars, Broutchoux fut reçu par des Jaunes de marque et par la Rédaction de la *Plaine de Lens*, organe du Syndicat Jaune. Par la suite, nous ne le vîmes plus qu'en compagnie de Facomprez, de Mirza et d'autres jaunes inconnus de nous.

« Nous ne fîmes rien observer à Broutchoux à ce sujet et notre intention était de mettre notre journal à l'écart des élections municipales.

« Or, le 12 avril, les délégués de la Fédération syndicale sont réunis en congrès. Broutchoux propose que le Syndicat paie le secrétaire du journal ; le Congrès adopte sa proposition. Les délégués du n° 3 de Liévin proposent que le journal soit la propriété du Syndicat et que ce dernier ait le droit de contrôle sur la rédaction et l'administration du journal. Le Congrès adopte leur proposition. C'est alors que Broutchoux jette les livres et déclare qu'il s'en va, et c'est pourquoi les délégués du n° 3 de Liévin retirèrent leur proposition qui permettait à Broutchoux de mettre l'*Action Syndicale* au service du brasseur Wattel, agent réactionnaire ; voici comment : Entre deux verres de champagne que Broutchoux avala en cabinet particulier avec des jaunes, il fut convenu qu'un dessin représentant Basly dans la pose que chacun connaît figurerait dans l'*Action*, le jour des élections municipales.

« Dès lors, voici ce que j'affirme :

« 1° Broutchoux a eu des entretiens particuliers avec Targie, Mirza et Facomprez pour les élections municipales ;

« 2° Mis au défi par moi et Dehay de nous dire le nom du dessinateur du dessin, il n'a jamais voulu nous le dire. et pour cause : ce dessin venait de la *Plaine de Lens* ;

« 3° Le brasseur Wattel a déclaré au camarade Lobel, pour une question d'indemnité locale, qu'il s'arrangerait mieux avec Broutchoux qu'avec n'importe qui.

« J'affirme encore : Que l'attitude de Broutchoux aux élections municipales de 1908 a été pour lui une cause de bénéfices mystérieux ; qu'elle a démocratisé l'organisation syndicale ; qu'elle a découragé les meilleurs militants et a couché dans le cimetière de Lens une victime du fanatisme basliste, excité par son antithèse, le fanatisme broutchouiste... »

Mais voici mieux encore :

« Pendant les cinq mois que Broutchoux fut détenu à la prison de Valenciennes et à celle de Douai, tant du Comité de Paris que du Comité qui s'était créé dans notre région, il toucha près de 600 francs. Sa campagne fut logée gratuitement, et des secours particuliers parvinrent encore de divers côtés. J'étais celui qui, dans notre région, recevait les sommes et les remettait soit à lui, par la poste, soit à sa compagne, directement. Eh bien ! il insinua et laissa croire que nous le laissions sans secours et savez-vous à qui il s'adressa ? A CLEMENCEAU !

« J'affirme toujours :

« Que Clemenceau, ministre de l'Intérieur, premier fic de France, tortionnaire national, envoya 50 francs au citoyen Broutchoux Benoit. »

Nous croyons que ces citations sont plus que suffisantes pour mettre en pleine lumière le grand triomphateur du Congrès de Marseille.

Voilà les gens qui salissent les plus vieux militants du socialisme et qui accusent de jaunisse ceux dont le syndicalisme se refuse aux complaisances suspectes pour l'action directe.

Ce n'est pas, répétons-le, pour un vain plaisir de représailles que nous remuons toute cette fange. C'est seulement parce que, la boue anarchiste étant ainsi poussée à l'égout, la route de l'unification syndicale française sera débarrassée et qu'enfin libre, elle pourra s'ouvrir à la marche victorieuse de notre prolétariat.

P.-M. A.

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures
3, Rue de la Roquette. — PARIS-XI

BIBLIOGRAPHIE

Nouveaux Mondes. — H. G. WELLS. — Archibald Constable Ltd, Londres 1908.

Ce livre est une exposition du socialisme tel que le conçoit Wells qui accepte en principe la pensée marxiste.

Mais, selon lui, après avoir beaucoup détruit, il faut dès maintenant se préparer à reconstruire. Tout l'effort de Wells tend à accentuer la nécessité d'un travail intellectuel sur les problèmes d'organisation sociale, la nécessité surtout d'une éducation des individus et de l'esprit public. Car, dit-il, « si les gens restent comme ils sont, nul autre état social n'est possible que l'état actuel. » Il ne faut pas « regarder l'avenir, proférer le mot : démocratie et se voiler les yeux. » Et voici une déclaration nette : « Je suis de ceux qui croient le plus profondément en la démocratie, en une démocratie à l'intelligence éveillée, consciente et maîtresse d'elle-même. Mais tant que prévaudront cette foi mystique dans la masse, cette façon vague, sentimentale, sans critique, d'échapper aux immenses difficultés que comporte l'organisation d'un Gouvernement juste et d'une volonté générale, le socialisme ne pourra que rester une suggestion impraticable, et même dans une communauté mal instruite, mal organisée, une suggestion dangereuse ». (P. 247.)

Il faut donc que les intellectuels travaillent, élaborent le socialisme, qui en tant que construction existe à peine, car Wells, plus littérateur que critique ne voit pas que le socialisme se construit tous les jours dans la Société capitaliste elle-même.

Il faut aussi qu'une propagande acharnée répande le socialisme et change à toute force « le cercle d'idées » où nous vivons. Il faut, et c'est la plus noble tâche du socialisme, créer un esprit collectif conscient ; avec les fragments épars de conscience former la personne morale de l'humanité. « Les maîtres de la situation, dit-il, ce sont les professeurs, au sens large du mot. » Wells ici encore ne voit pas que c'est le système capitaliste lui-même qui crée l'esprit collectif chaque jour plus conscient du prolétariat.

Est-ce dire au mouvement socialiste : Arrêtez, instruisez-vous et lorsque votre instruction sera achevée, enlevez la route d'un élan ? Nullement. S'il paraît incontestable à Wells que, pour se réaliser définitivement, le régime socialiste suppose complète l'éducation socialiste, la socialisation progressive peut commencer demain et marcher de pair avec l'éducation. Et, par la pratique même des institutions nouvelles, la transformation des esprits sera aidée. L'action instruit comme le livre ou l'enseignement. Si aujourd'hui un Gouvernement socialiste se constituait, répondait Wells il y a quelque temps aux questions d'une revue, il pourrait avoir un programme positif et en commencer la réalisation immédiate. L'idée centrale de ce programme serait double : 1° Les générations nouvelles, depuis la grossesse de leurs mères jusqu'à leur entrée dans les métiers, doivent recevoir de l'Etat protection efficace et instruction, de façon que la valeur des individus, comme producteurs, aille croissant. 2° Les ressources, matérielles indispensables à l'Etat pour ce rôle de tuteur effectif, lui seraient assurées par la socialisation des grands services publics et la nationalisation du sol et des matières premières. Cette appropriation entraînerait la transformation totale du régime économique, assurant à tous travail et salaire maximum, logement et nourriture salubres, instruction et récréation.

Mais ces principes limitent en même temps l'action socialiste ; certains domaines lui sont fermés. Ici on peut n'être pas de l'avis de Wells : il faut pourtant reconnaître son entière bonne foi et les arguments qu'il invoque. 1° Entre le régime socialiste et le régime politique, il ne voit pas de connexion nécessaire. Le socialisme peut assurer la liberté économique mais nullement la liberté politique. Celle-ci doit être, d'après lui, conquise à part et la conquête de l'une n'entraîne pas toujours la conquête de l'autre. Wells n'a pas entrevu qu'un régime politique n'est que la superfétation nécessaire et spontanée d'un régime économique donné, ce qui détruit sa thèse. 2° En religion le socialisme est neutre. L'anticléricalisme et le socialisme, très malheureusement mêlés dans la lutte, ne peuvent à aucun titre être confondus. 3° En morale, le socialisme doit s'abstenir ; il ne peut pas plus imposer de morale conjugale ou sexuelle que tout autre. La diversité des opinions morales subsistera en toute liberté. Le socialisme pour Wells est, un moyen de réaliser l'anarchisme. L'individu verra tous ses droits maintenus et libérés de la servitude économique. 4° Et c'est ici la plus délicate de ses restrictions, Wells

considère l'instinct de la propriété comme naturel et normal. Les objets personnels, les meubles et la maison favorite, les œuvres d'art, de littérature ou de science, voire les épargnes, resteront pour l'individu son patrimoine, dont ses enfants hériteront dans la mesure où l'intérêt général n'en souffrira point. Le socialisme, dit Wells, ne poursuit que cette exagération morbide de la propriété par laquelle un homme est maître d'affamer les autres ou de les priver d'abri. Il faut noter que les collectivistes n'ont jamais parlé de socialiser les biens dont parle Wells, qui sont d'usage personnel.

Toutes ces restrictions indiquent à quel point Wells est un esprit ennemi des systèmes et des propositions absolus; il considère comme un des plus redoutables écueils du socialisme « l'incapacité de distinguer les nuances intermédiaires ». Quoiqu'il en soit son livre, ardent et clair, est de ceux par lesquels le socialisme peut se défendre contre les attaques malveillantes.

J. LEFÈVRE-PAUL.

Le Répertoire capitaliste

Le Protectionnisme des Primes.

D'après M. Dulac, le profit d'un filateur intelligent et ami du progrès pourrait être de 7 fr. 26 par kilogramme. La prime ramène cet avantage à 3 fr. 10. Tout le vice du système actuel du protectionnisme des primes tient dans ce rapprochement des chiffres. L'usine munie d'un outillage perfectionné peut augmenter le rendement du travail et diminuer le prix de revient du kilogramme de soie fabriquée, mais la prime intervient pour réduire le profit qui, normalement, devrait en résulter.

La seule raison d'être du stade capitaliste dans l'évolution économique des sociétés, c'est le développement industriel considérable qu'il doit entraîner. Que dire d'un système d'encouragement qui incite les fabricants à conserver les anciennes méthodes pour toucher la prime ?

Comment l'Etat gère ses entreprises.

Dans un article très documenté M. Gerville-Réache a dit aux lecteurs de *Matin* comment est administré l'arsenal de Toulon.

« Toulon, avec ses 6.500 ouvriers, vous donne l'impression lugubre d'une usine au repos. Des carènes de torpilleurs, que le marteau frappe de loin en loin, des débris de toutes sortes qui se rouillent à l'air, des ouvriers qui s'ennuient, d'autres qui rêvent devant les machines, du silence, de la tristesse, un air d'usine désaffectée.

« Et pourtant les 6.500 ouvriers de Toulon ne sont pas des fainéants. Ils sont intelligents, ils sont adroits; on en a la preuve dans les travaux qu'ils exécutent pour eux à l'arsenal.

Mais il est à Paris une organisation puissante qui décide aussi bien du lancement d'un cuisiné que de la pose de trois bouillons...

Lorient et Brest manquent-ils de limes : l'administration se remémore que nous avons à Toulon un arsenal. Puisque Toulon ne demande pas de limes, c'est qu'il en possède. Ordre télégraphique à Toulon d'expédier une cargaison de limes; quinze jours après, Toulon n'avait plus une lime et en réclamait. Cette fois l'administration se fâcha tout rouge, — des limes, est-ce qu'elle en avait des limes ! — Et elle télégraphia : « crédits épuisés ». Depuis le 15 novembre, Toulon n'a plus de limes.

Je demande à Edgard Milhaud que l'article de Gerville Réache soit reproduit *in extenso* dans les Annales de la régie directe. Ces résultats heureux de l'étatisation méritent d'être connus. S'il y a une association possible entre l'idée étatiste et l'idée collectiviste, ce ne peut être que ce que Th. Ribot appelle une « association par opposition ».

L'aviation patriotique.

Depuis que nos aviateurs ont commencé leurs prodiges, les savants plus ou moins officiels de la stratégie se triturent les méninges pour imaginer l'emploi les plus ingénieux qu'en pourra faire la défense nationale.

Las ! nous sommes trahis ! La *Taegliche Rundschau* publie :

Un sportmen de Francfort-sur-le-Mein, M. Euler, s'est rendu acquéreur, pour l'Allemagne, de tous les brevets et modèles, ainsi que du droit exclusif de fabrication de tous les aéroplanes qui ont été construits et seront construits, à l'avenir, par la maison Voisins frères, à Billancourt. Il

s'agit principalement des appareils employés par Farman, Blériot et Delagrange, dont les succès sont présents à l'esprit de tous. »

La Patrie ? Ce qu'ils s'en moquent nos capitalistes. L'argent, le culte du veau d'or, voilà ce qui les intéresse. L'antipatriotisme a des recrues faciles à faire parmi eux.

L'Administration des Postes.

Tandis que le sénateur Gauthier, dans son rapport sur le budget des P. T. T., a critiqué vivement l'administration des Postes « sourde aux lamentations des abonnés, aux critiques de la presse et aux avertissements des différents rapporteurs du budget, indifférente à leurs conseils, insouciant du lendemain », le député Chautard qui rapportait le même budget à la Chambre, critiquait non moins vivement le régime des subventions postales aux Compagnies de navigation.

Le transport des lettres par bateaux nous coûte en effet, la bagatelle de 26 millions 1/2 par an, versés à titre de subvention aux Compagnies maritimes. Les Compagnies achèvent d'user pour le transport des dépêches des paquebots dépourvus de tout confort, qui n'avancent plus, qui en raison même de leur âge devraient être réformés.

Payer très cher un service très mal fait, n'est-il pas un abus ?

L'hygiène dans les bagnes capitalistes.

Beaucoup de chefs d'établissements, s'étaient contentés jusqu'ici d'une obéissance par trop théorique aux prescriptions du décret sur ce point. Un jugement de simple police ne nous a-t-il pas révélé qu'un industriel considérait quatre petits placards comme un vestiaire suffisant pour ses 48 ouvriers et qu'il mettait, en guise de lavabos, un seau d'eau à la disposition de ses employés en déclarant qu'il était inutile d'installer des vestiaires puisque les ouvriers négligeraient de s'en servir.

Les rapports des inspecteurs du travail signalent des installations dans beaucoup d'usines de vestiaire avec lavabos. Enfin !

Notre marine.

A l'heure où encore un de nos navires, le croiseur-cuirassé « Condé », a failli se perdre et engloutir ainsi 22 millions, il est bon de citer le rapport de M. Chaumet sur le budget de la marine :

Ce rapport nous montre, dans un raccourci saisissant, notre flotte, imposante sur le papier, toute petite en réalité, privée de tout. Pas d'éclaireurs pour préparer l'action de l'armée, pas de navires porte-mines pour les opérations, si décisives, de la première heure; pas de contre-torpilleurs pour les services en marche et au mouillage. Pas d'artillerie légère pour repousser les destroyers ennemis, partout des canons de 37^{mm} et de 47^{mm} impuissants. Dans les soutes, un tiers de l'approvisionnement de projectiles en fonte inutilisables. Les installations militaires, incomplètes, irrationnelles; le télémètre, l'« âme du combat », partout sans protection; les rechanges inexistantes ou insuffisants... Pas de personnel ! Il manque 500 hommes en permanence sur nos deux seules divisions cuirassées armées. Les vides sont plus larges encore sur les navires en réserve. Sur l'effectif réel, il y a 50 0/0 de mutations dans le cours d'une année !...

Les approvisionnements font défaut : les rechanges disponibles de canons sont dérisoires; les stocks de poudre et de projectiles très au-dessous, des besoins. Les stocks de charbon, toujours calculés sur les anciennes prévisions, baissent : à Toulon seulement on est de 138.000 tonnes au-dessous des prévisions normales. D'ailleurs, — et ce détail peint bien l'administration navale, — si ces stocks étaient normaux, on ne trouverait ni les emplacements nécessaires pour les loger, ni le matériel de transport correspondant à leur utilisation pour un ravitaillement général. Toulon voit, dans sa rade envasée, les cuirassés toucher au fond. Partout les bassins sont trop petits. A Brest, notre base d'opérations du Nord, tout fait défaut pour abriter, réparer, ravitailler l'armée.

Stérilisation.

Une société anglaise, qui s'occupe de désinfectants, sur 2.500.000 francs de capital, réserve 150.000 francs aux fondateurs. 450.000 francs payeront les commissions, mais 900.000 seront consacrés à acheter une autre affaire (qui sera stérilisée du coup !)

Victor MAGE.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

A la Chambre.

Le groupe des élus du Parti a décidé de ne présenter aucune candidature à l'élection du bureau de la Chambre.

Paul Constans a donné lecture d'une lettre de Jules Guesde faisant connaître sa rentrée au Groupe, bien qu'il ne soit pas encore complètement guéri. Guesde sera de retour à la fin de la semaine et reprendra du service dans la mesure de ses forces.

La grève des boueux.

A propos de l'intervention des cantonniers municipaux dans cette grève et dont nous avons parlé la semaine dernière, on nous communique l'ordre du jour suivant :

La section des cantonniers du nettoyage, adhérente au Syndicat général des travailleurs municipaux, ayant examiné la situation faite aux cantonniers, qui, dans la plupart des arrondissements, ont été contraints, sous menace de révocation s'ils refusaient, de conduire des tombereaux d'ordures ;

En raison des nombreux accidents matériels et des nombreux blessés, soit par les chevaux, soit par les tombereaux ;

Constatant que des collègues se sont d'eux-mêmes offerts à faire un travail pour lequel ils n'avaient aucune capacité, mais que presque tous ceux-là étaient des non syndiqués, par conséquent des « sans conscience » ;

Tenant compte de la complicité de l'Administration et de la pression exercée sur tout le personnel ;

Décident d'exiger que l'Administration remette tous les cantonniers sur leurs service ;

Regrette que quelques syndiqués aient cédé à la menace et se soient exécutés.

De plus, une liste sera dressée des renégats qui se sont offerts de conduire les chevaux dans l'espoir d'une gratification, et les noms seront publiés après exclusion, afin de les empêcher de pénétrer dans d'autres syndicats.

Cet ordre du jour a été voté par 34 voix sur 35 délégués des cantonniers syndiqués.

Le personnel des hôpitaux.

Les infirmiers et infirmières des hôpitaux de la Seine, réunis au nombre de 1.500 à la Bourse du Travail de Paris, ont réclamé l'application du repos hebdomadaire et le salaire minimum de 5 francs par jour.

Un quotidien anarcho-syndicaliste.

Il paraîtra le 1^{er} février à Paris. Il s'appellera *La Révolution*. Au milieu des collaborateurs anarcho-syndicalistes de ce journal figurent quelques membres du Parti Socialiste (S.F. I. O.), entre autres Hubert Lagardelle.

Les mineurs.

Le compagnon Broutchoux s'est vanté d'avoir parachevé son œuvre de division ouvrière, en faisant adhérer le syndicat des mineurs de Ronchamps à la Fédération des ardoisiers. Il pouvait espérer avoir abouti, ce syndicat ayant suivi celui de Montceau à l'époque de la division des mineurs de France et n'ayant pas voulu, depuis, adhérer à la Fédération nationale. Mais, d'une part, une conférence faite il y a quelques mois à Ronchamps, par Bouveri et Marius-André, avait dissipé, dans ce milieu, les vieilles querelles si néfastes à l'unité ouvrière, et d'autre part, le Secrétaire de la Fédération nationale des ardoisiers ne s'est pas prêté à la combinaison broutchouiste.

Quand notre excellent camarade Cotin, secrétaire de la Fédération socialiste de la Haute-Saône, un des plus anciens et des plus dévoués militants de la métallurgie, s'est rendu, la semaine dernière, auprès des mineurs de Ronchamps et les a mis en garde contre les manœuvres divisionnistes, c'est à l'unanimité qu'a été votée l'adhésion à la Fédération nationale des mineurs qui compte ainsi un syndicat de plus (800 syndiqués sur 1200 mineurs de la localité).

Pourquoi les marins ne veulent pas dépendre du Ministère du Commerce.

On a proposé de remettre tous les services de la marine marchande au Ministère du Commerce.

Cette proposition soulève, de la part des inscrits, de vives protestations. Une réunion interfédérale a même eu lieu à Paris à ce sujet.

On ne voit pas bien, au premier abord, pour quel motif les gens de mer ne veulent point de ce transfert au Ministère du Commerce. C'est que les marins sont dans une situation toute spéciale vis-à-vis de leurs patrons, armateurs, capitaines et de l'Etat. Leurs engagements ne peuvent être contractés qu'en présence d'une sorte d'officier public, l'Administrateur de l'Inscription maritime, qui dresse le rôle de l'équipage et donne à cet acte le caractère d'authenticité. C'est une garantie pour les marins qui sont ainsi protégés contre les irrégularités ou les exploitations d'armateurs peu scrupuleux. Cette garantie disparaîtrait probablement avec le transfert. Souhaitons que l'on donne gain de cause à nos braves loups de mer.

Un privilège qu'on abolit enfin.

Alors que depuis soixante ans, la France jouit du suffrage universel, dans l'ordre civique, seule une catégorie de citoyens, la classe commerciale et industrielle, faisait exception. L'électorat des Chambres de commerce n'était même pas un régime de cens comme dans certains pays étrangers, mais un régime de privilège encore plus arbitraire : une Commission spéciale choisissait un petit nombre d'industriels et de négociants qui étaient supposés représenter le monde économique tout entier.

La loi du 19 février 1908 a supprimé cette survivance aristocratique. Désormais, le corps législatif qui représente les Chambres de commerce sera nommé par les mêmes électeurs que le corps judiciaire, c'est-à-dire par tous les commerçants et industriels, citoyens français, patentés depuis cinq ans au moins et domiciliés depuis le même laps de temps dans la circonscription de la Chambre.

Le petit et le moyen commerce, la petite et la moyenne industrie ne se plaindront plus de voir leurs intérêts sacrifiés et leurs revendications négligées. Ou s'ils se plaignent encore ce sera leur faute, car le bulletin de vote peut permettre désormais d'être sur un même pied d'égalité, pour la représentation, que le directeur d'un grand magasin ou le maître de forges archimillionnaire et l'humble mercier du faubourg.

A L'EXTÉRIEUR

Au Portugal.

On annonce qu'au cours d'une grève des tisseurs, un ouvrier allemand ayant voulu reprendre le travail a été fusillé par les grévistes.

Les Coopératives Agricoles

en Allemagne.

A l'heure où nous assistons à une hausse formidante des prix du bétail et de la viande (le kilogramme de bœuf qui se traitait en 1900 à 1 fr. 16 valait au dernier marché de la Villette 2 fr. 18) il est bon de rechercher les remèdes à cette situation. Les Associations agricoles allemandes croient l'avoir trouvé dans la suppression des marchands intermédiaires. Voici une résolution d'un Congrès tenu à Oldenbourg.

« Considérant que les intermédiaires agissent de telle sorte que non seulement ils abaissent les prix du bétail pour les producteurs mais élèvent le prix de la viande pour le consommateur, il est nécessaire que les agriculteurs s'organisent pour supprimer ou du moins améliorer cet état de chose. Dans ce but la création d'association de vente coopérative du bétail et leur affiliation à des organes centraux sont instamment recommandées ».

ABONNEZ-VOUS

à la Revue Internationale

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

(Voir aux Annonces)

La Presse Socialiste

De Paul Faure dans le *Travailleur du Centre*, sous le titre : *Action Socialiste* :

Une fois posé le problème social dans son ensemble, quand il est acquis que la solution unique réside dans le *collectivisme de la propriété* — conséquence nécessaire de l'évolution du capitalisme qui a fondé le *collectivisme du travail* — c'est à l'école des faits, autour de nous, dans la vie quotidienne que nous devons rechercher la base pratique et comme les illustrations de notre théorie générale.

Rechercher où sont les prolétaires dans sa ville, dans sa région; quelles sont leurs conditions de vie, de travail, de salaires; quels sont le nombre, la nature, l'importance des établissements occupant des salariés; suivre ces prolétaires dans leurs luttes, dans leurs grèves, dans leurs aspirations diverses; en un mot se mettre au courant de la vie économique sous ses différents aspects, avoir la pensée constamment tenue en éveil en face de tous les phénomènes de transformation ou de stagnation de la production industrielle et agricole, des échanges, des transports, voilà le rôle normal nécessaire d'un groupement socialiste.

A propos de la récente élection législative de Saône-et-Loire qui a donné un siège au Parti, le Camarade Camélinat, écrit dans l'organe de la Fédération *Le Socialiste* :

L'Histoire est là pour nous le prouver : lorsqu'une classe grandit en conscience et en nombre et qu'elle est constituée en Parti, il lui faut, si elle veut renverser la société, c'est-à-dire l'état de choses existant, s'emparer du pouvoir : c'est l'unique moyen de transformation profonde. Le Pouvoir, moyen de conservation sociale aujourd'hui entre les mains des conservateurs, sera révolutionnaire et transformateur demain s'il est entre les mains des révolutionnaires. Et ce coup de force de la classe ouvrière, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, ne saurait s'accomplir, quoi qu'en disent les minoritaires conscients, que par l'effet du nombre. Or, le bulletin de vote a le grand mérite de nous faire connaître le nombre des prolétaires conscients et prêts à monter à l'assaut du Pouvoir et de la Forteresse capitaliste.

De S. Valière, dans le *Populaire du Centre*, à ceux qui tentent de reconstituer la délégation des gauches.

La délégation des gauches? Mais à quoi cela répond-il, maintenant qu'il n'y a plus de droite? Clemenceau n'a-t-il pas osé le proclamer en un accès de cynisme : « Plus d'ennemis à droite? » Eh! non, il n'y a plus d'ennemis à droite, et, par conséquent, le « bloc » sous sa forme ancienne n'a plus aucune raison d'être. Il n'y a plus qu'un bloc possible, c'est celui qui existe actuellement : le bloc des intérêts et des privilégiés, le bloc de la conservation sociale. Tous ces gens qui, à l'approche des élections, veulent raviver les nuances déteintes de leurs programmes, sont de méche; ils s'accordent en tout et se coaliseront encore ouvertement dès que le danger que représentent les aspirations ouvrières se fera plus pressant.

Mais, si, par hasard, pour créer de favorables équivoques, ils faisaient mine de voter quelque réforme, si minime soit-elle, il n'est pas besoin de dire que le concours socialiste ne leur manquerait pas. Ce que nous voulons, c'est des réformes, encore des réformes, jusqu'à ce que soit venue l'heure de la transformation totale.

Mais, il serait naïf, pour en assurer le succès, de se compromettre avec ceux qui s'appliquent à en retarder la réussite. Au contraire, le vrai moyen de les hâter, c'est de dénoncer sans cesse les hypocrisies et les trahisons des blocs mal enfarinés qui se constituent soit au Parlement, soit en dehors. La délégation des gauches est morte à tout jamais, on n'en ressuscitera que la caricature, et cela ne trompera plus personne.

Dans un article du *Travailleur de l'Yonne*, qu'on pourrait intituler : *Ceux que les faits instruisent, qui n'est point signé, et que nous citons pour mémoire, on dit :*

Notre antiparlementarisme consistait à aider l'accession au parlement de radicaux *bon teint*, afin de les mettre en demeure de réaliser leurs fameuses réformes, et de donner ainsi la preuve

que celles-ci ne changeraient rien aux conditions précaires où se débat le monde du travail.

Or, il se produit cette chose inattendue, que le parti radical *n'existe plus que de nom*. Ayant ouvert ses portes à deux battants, il a accepté dans son sein tous ceux qui voulaient bien y entrer, pourvu qu'ils portassent son étiquette. Aucune conviction n'est plus nécessaire à cette formalité.

Et c'est ainsi que les réformes passent au bleu, que les ennemis d'hier deviennent les amis d'aujourd'hui, et que tout ce monde se retourne, fusil au poing, contre les travailleurs : paysans de Narbonne, ouvriers de Raon-l'Étape et de Draveil, et n'hésite pas à les massacrer avec une cruauté qui n'a jamais été égalée.

Dans de telles conditions, notre antiparlementarisme d'*antan* ne signifie plus rien, puisqu'il n'a plus personne au sujet de qui s'exercer, dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Il faut donc que le Parti Socialiste s'enonaisse détermine quelle attitude il doit tenir à la prochaine élection législative de l'arrondissement :

Ou bien il se déclarera antivotard et se cantonnera dans l'abstention.

Ou bien il posera carrément une candidature socialiste en face du candidat des partis qui nous traitent en ennemis, et dans lesquels il ne peut plus choisir de candidat.

D'un remarquable discours prononcé cette semaine par Iglésias, à la Maison du Peuple de Madrid, sur le Parti Socialiste et le Bloc :

Ceux qui nous invitent à entrer dans ce bloc, ignorent-ils ce qu'ils sont et ce que nous sommes? Ne savent-ils point qu'ils sont les défenseurs de l'ordre capitaliste, des exploités, tandis que nous, nous voulons la suppression de l'exploitation humaine?

Entrer dans ce bloc signifierait établir une trêve à la lutte entre nous et les socialistes, qui prêchent quotidiennement la lutte de la classe opprimée contre la classe exploiteuse, pourraient-ils cesser de lutter contre les représentants politiques de celle-ci? Et que diraient-ils aux travailleurs : Faites trêves à vos intérêts et votre dignité, le Bloc le réclame? L'un comme l'autre sont impossibles.

Le *Peuple suisse* reproduit cet extrait d'un article paru dans le *Journal de Genève*, sur la proportionnelle :

« Déjà, ici et là, les plus ardents reprochent à l'initiative, non d'être injuste ou de viser à un but inapplicable, mais d'être patronnée par des citoyens de telle ou telle opinion. Elle ne vaut rien parce que les socialistes, ou parce que des catholiques s'en proclament les partisans. L'un parle d'initiative rouge, l'autre d'initiative noire, et, par ce jeu des couleurs, que l'on croyait démodé, ils espèrent amener contre l'initiative ceux que les mots agitent plus que les choses et les qualificatifs plus que les arguments. Cette tactique n'est pas recommandable. Elle est remplie de risques et ne peut être, en outre, que d'un effet momentané. La réforme électorale est dans la nature des choses et répond à la marche des esprits. Ceux qui s'obstinent contre elle seront, tôt ou tard, vaincus par elle. Pourquoi, dès lors, exposer tout un parti, et qui est un parti de gouvernement, à la réprobation qui, fatalement, s'adresse à qui refuse la justice et résiste, dans une république, au progrès de l'idée démocratique? »

De A. Dewinne dans le *Peuple de Bruxelles* :

J'observe une fois de plus, que c'est parmi les ouvriers les plus habiles, qui touchent les salaires les plus élevés, que se trouvent les fondateurs et les membres les plus actifs et les plus intelligents du syndicat du vêtement.

Ils sont non seulement des syndiqués, mais aussi des coopérateurs, des mutualistes et des militants du Parti ouvrier. Tandis que les autres, ceux qui touchent des salaires de famine, qui sont logés dans des taudis et dont je parlerai plus tard, sont d'une ignorance lamentable, ne comprennent rien à leurs intérêts professionnels les plus évidents, semblent rebelles à toute organisation et sont d'une apathie à désespérer les patientes les plus tenaces, les moins sujettes au découragement. Ils sont cependant sympathiques à notre Maison du Peuple, ils sont sympathiques au Parti ouvrier, qu'ils savent composé de l'élite de leur classe et qu'ils se représentent comme une puissance redoutable, une sorte de divinité qui, un jour, les tirera de leur misère. Et aux heures d'émeute, on les rencontre dans les rues, prêts au sacrifice. Mais ils ne se sentent pas capables de l'effort continu qui, seul, assure les victoires définitives.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La Compagnie organise, avec le concours de l'Agence des Voyages Modernes, les excursions suivantes :

1° Excursions en traineau dans le Dauphiné et à Chamonix.

Départ de Paris le samedi de chaque semaine, de janvier à fin mars 1909.

Durée de l'excursion : 10 jours.
Prix (tous frais compris), 1^{re} classe : 430 fr. ;
2^e classe : 390 fr.

2° Tunisie-Algérie.

Départs de Paris, les 17 janvier, 21 février et 28 mars 1909.

Durée de l'excursion : 28 jours.
Prix (tous frais compris), 1^{re} classe : 1050 fr. ;
2^e classe : 940 fr.

3° Egypte et Haute-Egypte.

Départs de Paris, les 27 janvier, 17 février et 3 mars 1909.

Durée de l'excursion : 37 jours.
Prix (tous frais compris), 1^{re} classe : 2300 fr.

S'adresser pour renseignements et billets aux bureaux de l'Agence des Voyages Modernes, 1, rue de l'Echelle, à Paris.

LA

Librairie du Parti Socialiste

16, Rue de la Corderie, Paris (3^e)

fait les mêmes remises que toutes les autres librairies.

Elle est, en outre, la seule librairie appartenant au Parti. Elle verse tous ses bénéfices à la propagande socialiste.

Tous les militants ont le devoir de s'y fournir.

On y trouve tous les ouvrages parus : Volumes, chansons, insignes, coquelicots, églantines, etc., etc.

Envoi franco du Catalogue.

EN VENTE

Aux Bureaux du "SOCIALISME"

Les LEÇONS de STUTTGART

Congrès socialiste international de 1907

Par Henri DE LA PORTE

Prix 25 centimes

Franco. — Les 10 : 2 fr. 25. — Les 25 : 5 francs.
Les 50 : 10 francs. — Les 100 : 18 francs.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

DE

Vincent CARBIER

Député des Bouches-du-Rhône.

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr, le cent)

Vente au Comptant et par Abonnement

Au SOLDAT MOISSONNEUR

Maison MAULLAY

7, rue de Lesdiguières, PARIS (Bastille)

AMEUBLEMENT - NOUVEAUTÉS

Confections pour Hommes et Enfants, Vêtements de travail, Tissus, Toiles, Chemises, Lingerie, Chaussures, Chapellerie, Bijouterie or et argent, Horlogerie, Orfèvrerie, Joaillerie, Literie, Ameublements complets Glaces, Suspensions, Bicyclettes, Machines à Coudre de toutes Marques, Porcelaines, Cristallerie, Poterie, Ustensiles de Ménage en tous genres, Chauffage, etc.

Les Magasins sont ouverts tous les jours de 8 h. du matin à 7 h. du soir et le dimanche jusqu'à 3 h.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle internationale. — Paraît en trois langues à Paris, à Berlin et à Londres

La Rubrique « Le Mouvement ouvrier international » est rédigé sous la direction du Comité de rédaction du Socialisme, avec la collaboration des écrivains de l'Internationale.

Abonnement réduit pour les lecteurs du Socialisme : France, 8 francs; Etranger 10 francs.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé à l'Administrateur du Socialisme

Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

Sommaire du numéro de Janvier 1909

L'accession des femmes aux fonctions publiques, par Marcel SEMBAT. — L'éligibilité des femmes aux conseils des prud'hommes. — Le vote des femmes en Angleterre. — L'avenir de la race, par R. BRODA. — Alimentation rationnelle et salaires d'ouvriers, par le Dr ROMME. — Il nous faut de l'air pur, par Fernand MAZADE. — Le logement et la mortalité, par Henri DAGAN. — La lutte contre la tuberculose en Allemagne, par le professeur NIETNER. — La lutte contre le bruit, par Théodor LESSING. — L'absinthe prohibée en Suisse, par le professeur HERCOD. — Succès du mouvement antialcoolique en Finlande. — Le monopole de l'alcool en Russie. — Le mouvement ouvrier contre l'alcoolisme en Autriche. — Importance hygiénique de l'abstinence sexuelle, par le Dr MARCUSE. — L'art de vieillir, par F. REGNAULT. — Un coin de la France viticole, par Paul GRADOS. — Le mouvement paysan dans le centre de la France, par Victor MAGE. — Socialisme chrétien, par l'abbé NAUDET. — L'Art de l'Inde. — Art ancien et moderne au Japon.]

Paraîtront dans les prochains numéros des DOCUMENTS DU PROGRÈS :

Ferdinand Buisson (député) : Le problème de l'école laïque. — Francis de PRESSENSÉ : La Réforme de la Juridiction militaire. — Lino FERRIANI (procureur général, Rome) L'abolition de la peine de mort en Italie. — Jean FINOT (directeur de la "Revue" : Le préjugé des races. — J.-A. HOBSON (Londres) : L'Avènement du Protectionnisme en Angleterre. — Gaston BONNIER (de l'Institut) : Création artificielle des êtres vivants. — Prof. OSTWALD (Leipzig) : L'Avenir des Sciences naturelles. — Comte de HOENSBROECH : Le Modernisme en Allemagne. — Th. LOUGH (ancien ministre) : L'administration de la ville de Londres. — Paul LAFARGUE : La Mission historique du Proletariat. — I. LANDA (Londres) : Les Juifs en Angleterre. — Julius DEUTSCH : Le mouvement antimilitariste en Allemagne. — Baron de HOCK (membre du Reichsrath autrichien) : Le problème de l'école laïque en Autriche. — Marcel SEMBAT (député) : Le suffrage des femmes. — Simon I. TYAN (Shanghai) : La Chine nouvelle. — Prof. ROULLE : La pisciculture. — Prof. BRYAN (Kobe) : L'extermination des indigènes de l'Ile de Formose. — Louis MARTIN (député) : La représentation proportionnelle.

L'HUMANITÉ

Le numéro 5 centimes

Abonnements :

Un an, 21 francs ; Six mois, 10 fr. 50
Trois mois, 5 fr. 25
Six mois payables par mois, 1 fr. 75

publie régulièrement des articles de son directeur politique

JEAN JAURÈS

de : ALLARD, ALLEMANE, BRACKE, DUBREUILH, LAFARGUE, ROUANET, Marcel SEMBAT et des TRIBUNES Syndicales et Coopératives

Il faut lire L'Humanité pour être renseigné sur la vie ouvrière et socialiste.

ANNONCES COMMERCIALES DU "SOCIALISME" 0,75 LA LIGNE

L. DUPUIS & Fils - COGNAC

Distilleries à Cognac et à

Aigrefeuille d'Aunis.

PATÉS DE FOIE GRAS TRUFFÉ
de Canard, de Lièvre et de Perdreaux

Maison MOULINES FILS

à QUILLAN (Aude)

Envoi par colis postaux : la boîte de 200 gr. 1.25
la boîte de 180 gr. 0.75 (Octroi en plus)

Commandes à M. FOURNIÉ, 23, Square Saint-Perdinand, PARIS

HUILERIE PARISIENNE

J. BAILLY

8, rue de la Michodière, PARIS, Télép. 235-69

Maison recommandée pour ses Huiles d'Olives vierges, Noix supérieure, Ellelette surfine, Blanche supérieure, Surfine amande, Navette supérieure, Huile de Colza triple épurée pour lampes Carcel et veilleuses, Savon de Marseille, Vinaigre d'Orléans, Eau de Fleur d'Oranger, Savon noir.

RHUM DES TROIS-HUIT

Importation directe. — LE HAVRE

Qualité Supérieure.

Vente par futs de 25, 50, 100, 200 litres

M. FOURNIÉ, représentant, 3, Square St-Perdinand, PARIS

FORESTIER Père

LIBOURNE (Gironde)

Vins Vieux en Caisses et en Futs

SAINT-ÉMILION, MÉDOC ET GRANDS CRUS

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII^e

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L. ; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Le Gérant : MERCY.

La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII^e
Administrateur-Délégué : L. MIOT.